

# avec nos impôts

sident de la province de Liège, Luc Gillard (PS) comme sa vice-présidente, Katty Firquet (MR).

## 2 D'où vient l'argent des provinces ?

Pour pouvoir dépenser de l'argent, les provinces ont d'abord besoin d'en gagner ou, à défaut, d'en recevoir des autres niveaux de pouvoir. Les budgets ordinaires 2024 des cinq acteurs wallons prévoient des rentrées à hauteur de 1,4 milliard d'euros (elles devraient dépenser un peu moins de cette somme, le pouvoir de tutelle exigeant un équilibre budgétaire).

Près de deux tiers (61 %) des revenus provinciaux proviennent directement de la fiscalité. Ce sont 795 millions d'euros qui rentrent dans les caisses de cette manière, majoritairement via les fameux centimes additionnels au précompte immobilier. Ces derniers représentent, selon une étude commandée

par l'Association des provinces wallonnes, 98 % des recettes fiscales provinciales. Les 2 % restants sont composés de taxes diverses : personnel de bar, débits de boissons, débits de tabac, taxe de séjour, agences bancaires, secondes résidences... Un éventail de taxes plus réduit que celui des communes.

Vient ensuite le fonds des provinces, alimenté par la Région wallonne, qui représente, lui, 156 millions d'euros. Un mélange d'autres subsides s'élève à 288 millions. Enfin, la plus petite partie du budget est alimentée par les recettes propres des provinces : en d'autres termes, les profits générés par les activités provinciales. Aujourd'hui, malgré une obligation d'équilibre budgétaire, l'état financier des provinces n'est pas rose. Dans la bouche de la banque Belvius cela donne la version suivante : « Suite aux crises successives et aux interventions croissantes en faveur des zones de secours, les budgets provinciaux sont sous pression. »

## 3 Comment les provinces dépensent leur argent ?

Au-delà des dépenses de personnel (10.000 ETP en 2018), qui est le poste le plus coûteux pour les diverses entités, les provinces financent une vaste gamme de politiques. Dans la vie de tous les jours, les provinces sont à peu près partout, résumant les différents acteurs interrogés. « On ne verra l'utilité des provinces qu'une fois qu'elles auront disparu », estime le député-président namurois Jean-Marc Van Espen (MR).

Une province n'est pas l'autre, répètent nos différents interlocuteurs. « Ce que fait le Hainaut en matière agricole n'a rien à voir avec ce qu'on fait dans la province du Luxembourg », détaille le directeur général de cette province au sud du pays. « Même si on met les mêmes moyens, on n'arrivera pas au même résultat. C'était de l'ordre de l'impossible. » Dans l'exercice de leurs mis-

sions, les provinces jouissent d'un certain degré d'autonomie, c'est donc quand il s'agit de savoir qui fait quoi avec son argent que le casse-tête commence.

« C'est un niveau de pouvoir assez cohérent, qui remplit énormément de services publics, souvent des parents pauvres du financement étatique. On se demande toujours si le retrait de ces

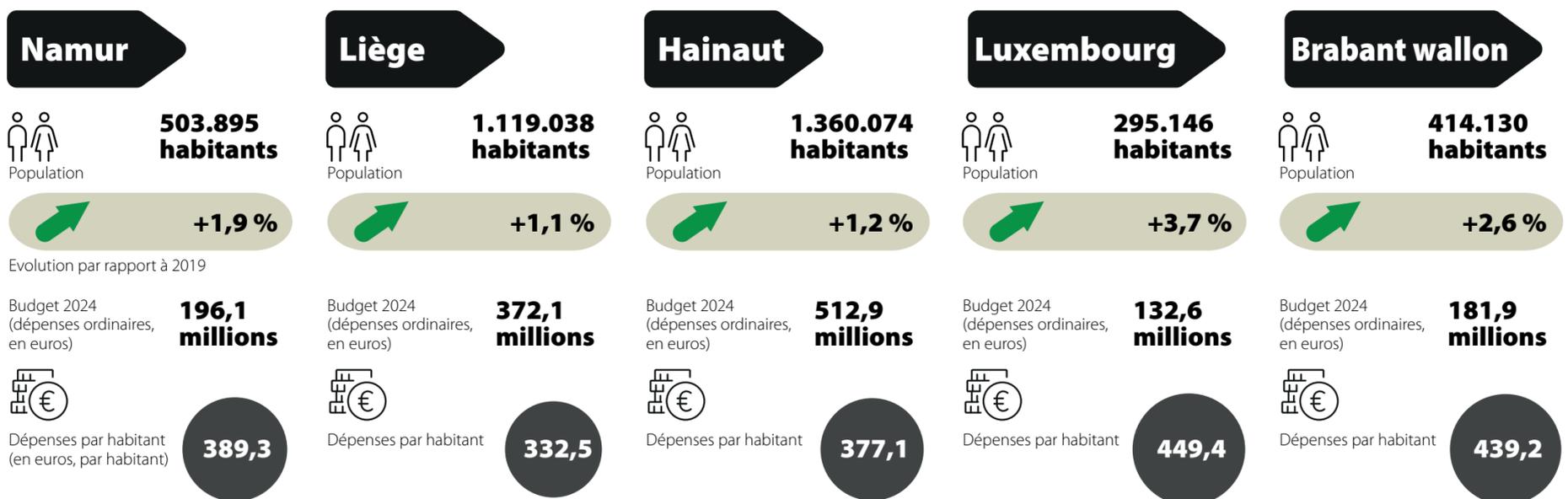
compétences aux provinces ne serait pas une manière de supprimer tous ces services », analyse Cédric Istasse, politologue au Crisp. Les cinq provinces sont actives dans les mêmes domaines (l'enseignement, le social, la culture, la santé, le tourisme...), mais n'y consacrent pas toujours le même budget (voir infographie), ne développent pas les mêmes projets. « Quand on fait le tour des matières gérées par la province, on remarque qu'on répond vraiment à une demande du terrain », explique Serge Hustache. Le directeur général de la province du Luxembourg, Pierre-Henry Goffinet, abonde : « Ce que nous faisons, ce n'est pas un hasard et nous ne le faisons pas dans souci d'inutilité. » Et face à la disparition des élections provinciales annoncées par la déclaration de politique du gouvernement wallon, certains s'agacent. « Le coût de la démocratie représente 0,51 % du budget », souligne Luc Gillard (PS).

*On ne verra l'utilité des provinces qu'une fois qu'elles auront disparu*

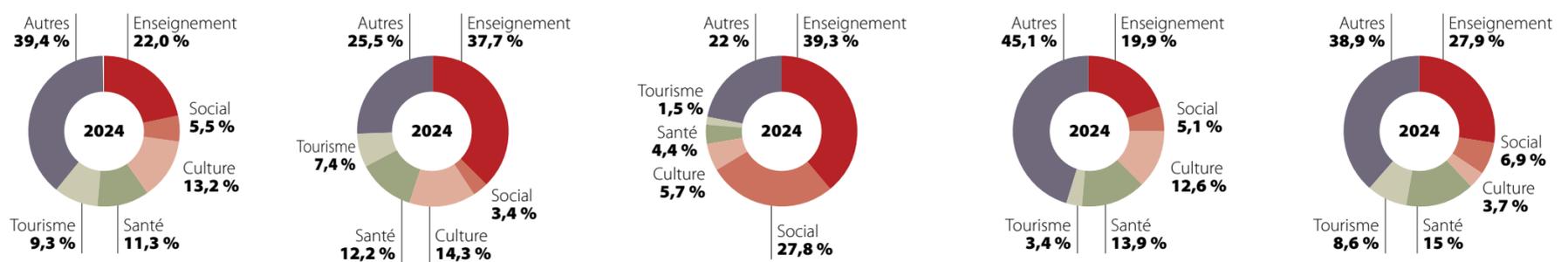
Jean-Marc Van Espen (MR)  
Député-président namurois

## Comment les provinces dépensent-elles leur budget ?

Christian Berhendt, constitutionnaliste à l'ULiège, s'est prêté à un exercice de compilation des données budgétaires provinciales, en 2018. Jusque là, personne n'avait effectué ce travail, pour lequel certains tableaux de ventilation ont demandé jusqu'à 120 heures de travail.



## Comment la province dépense son budget ?



## Comment la province taxe l'habitat ? Pour un revenu cadastral de 1.200 euros



Source : Stabel - Budget de provinces, calculs Le Soir - Etude sur les hypothèses d'avenir des provinces wallonnes (2018)

Namur se classe parmi les provinces qui investissent le plus dans le tourisme, les voiries et cours d'eau, mais est également la seconde province qui investit le plus dans la culture. Dans une moindre mesure, mais à l'image du Hainaut et de Liège, Namur a développé un enseignement supérieur qualifiant.

« Une de nos matières de choix est l'enseignement secondaire qualifiant », détaille Luc Gillard (PS). Avec 37,8 % des dépenses pour l'enseignement, la province est au coude à coude avec le Hainaut. Elle s'illustre également dans les domaines du sport (que les autres n'investissent pas ou presque pas) et de la culture.

« La grande spécificité du Hainaut, c'est évidemment la place que prennent l'enseignement et le social. Il s'agit de près de deux tiers du budget et des équivalents temps plein », entame Serge Hustache, député-président hennuyer. Les statistiques ne lui donnent pas tort : le Hainaut dépense jusqu'à cinq fois plus que d'autres provinces dans le social. L'environnement, et notamment la lutte contre les inondations, représentent également une part non négligeable du budget, en comparaison aux autres provinces.

« Nos grosses compétences relèvent de la santé et particulièrement de l'accompagnement des handicapés », rappelle Pierre-Henry Goffinet, directeur général de la province du Luxembourg. « Le tourisme est aussi important, mais on l'a redimensionné au vu du refinancement des zones de secours. On a dû abandonner la promotion touristique. » La province investit comparativement plus dans l'agriculture que les autres provinces, et est bonne dernière en termes d'enseignement.

Dans la province du Brabant wallon, ce sont les dépenses dans le logement qui présentent une anomalie statistique par rapport à ses pairs. Jusqu'à dix fois plus d'argent dépensé par rapport aux autres. « Il y a des besoins au niveau communal, on n'envisage donc pas de mener des politiques importantes et fortes sans avoir une demande de la part des communes », commente Tanguy Stuckens (MR), député-président brabançon. G.DER.